

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 28/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCEA GAUTHIER PERTIGNAS

179 ROUTE DE LA MAIRIE
33420 Saint-Vincent-De-Pertignas

Références : 23-163

Code AIOT : 0100305034

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/12/2025 dans l'établissement SCEA GAUTHIER PERTIGNAS implanté 7 route de saudon 33420 Saint-Jean-de-Blaignac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de plaintes pour bruit et suspicion d'extraction de matériaux du sous-sol au droit de la parcelle ZD 67 de la commune de ST-JEAN-DE-BLAIGNAC.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA GAUTHIER PERTIGNAS
- 7 route de saudon 33420 Saint-Jean-de-Blaignac

- Code AIOT : 0100305034
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La parcelle cadastrale ZD67 sur la commune de ST-JEAN-DE-BLAIGNAC est la propriété de M. Ménassat. Le terrain est mis à disposition de la SCEA Gautier Pertignas par contrat de fermage. Vignes et pré ont occupé le terrain avant que les vignes ne fassent l'objet d'une campagne d'arrachage ces dernières années.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Autre

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Caractérisation de l'affouillement du sol	Code de l'environnement du 15/12/2025, article R. 511-9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le terrain, en zone AOC, est dédié à la culture de vignes. En vue d'une replantation, la SCEA Gautier Pertignas a fait réaliser une opération de déroctage à l'aide d'explosif en avril 2025. L'inspection a permis d'apprécier les caractéristiques de la zone concernée par l'affouillement. L'inspection des installations classées conclut que cette opération ne relève pas de la réglementation des installations classées.

Le présent rapport peut être adressé aux plaignants et au propriétaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Caractérisation de l'affouillement du sol

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/12/2025, article R. 511-9
Thème(s) : Situation administrative, Surface et volume
Prescription contrôlée : Rubrique 2510 de la nomenclature des ICPE : 3. Affouillements du sol (à l'exception des affouillements rendus nécessaires pour l'implantation des constructions bénéficiant d'un permis de construire et des affouillements réalisés sur l'emprise des voies de circulation), lorsque les matériaux prélevés sont utilisés à des fins autres que la réalisation de l'ouvrage sur l'emprise duquel ils ont été extraits et lorsque la superficie d'affouillement est supérieure à 1 000 m ² ou lorsque la quantité de matériaux à extraire est supérieure à 2 000 t
Constats :

Le jour de l'inspection, il est observé sur une surface de l'ordre de 700 m² (< 1 000 m²), un sol rocheux fracturé sur une hauteur de quelques mètres, ainsi qu'un tas de terre végétale en attente. M. Gautier explique avoir mené une action de déroctage en vue de préparer le terrain à la plantation de vignes dans la mesure où la roche dure était affleurante alors que 40 cm de terre sont nécessaires pour la plantation des piquets et des ceps.

Les travaux ont débuté à l'aide d'un marteau massif. Compte-tenu des bruits et résonance, cette méthode a été abandonnée au profit d'une campagne à l'explosif. L'entreprise B.A Minage est intervenue en avril 2025. Le certificat d'acquisition de produits explosifs et le compte-rendu des tirs, qui ont inclus la pose de capteurs sismiques chez les habitations voisines, ont été fournis. 576 m³ de roches ont été abattus. Le transporteur témoigne qu'il a été nécessaire d'une dizaine de semi-remorque (30 tonnes) pour évacuer les blocs. Ces blocs ont été déposés au sein du site de l'entreprise du transporteur à BRANNE à des fins de revente pour enrochement ou, après concassage, en granulats.

La quantité extraite est donc estimée entre 500 et 600 tonnes (< 2 000 t).

Une opération de remise en état, notamment avec la terre végétale, est prévue courant le printemps-été 2026.

Bien que le terrain soit situé en zone d'AOC, avec une bonne exposition, ces travaux de replantation sont fortement impactés par la crise viticole.

Les seuils de classement au titre de la rubrique 2510-3 de la nomenclature des installations classées ne sont pas atteints. Cette activité ne relève pas de la réglementation des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite